



# RAPPORT ANNUEL

# 2011



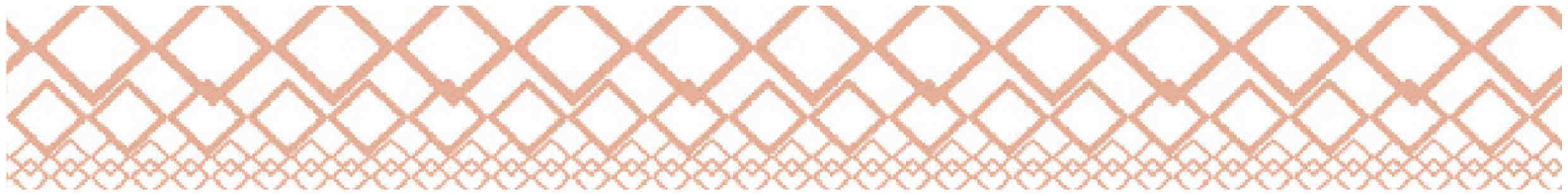
## FAGACE

**Fonds Africain de Garantie et  
de Coopération Economique**





# Rapport d'Activités 2011



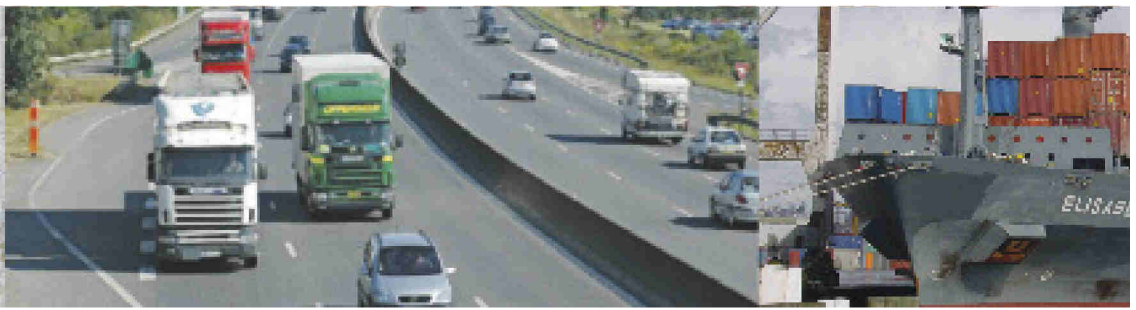


# F A G A C E

**Fonds Africain de Garantie et  
de Coopération Economique**

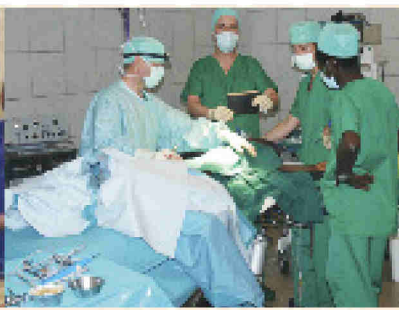
**RAPPORT D'ACTIVITES 2011**

**3**



4





# SOMMAIRE

## MOT DU PRESIDENT

## I.- PRESENTATION DU FAGACE

- 1.1.- Création – Objet – Fonctionnement
- 1.2.- Composition des Organes
- 1.3.- Ressources

## II.- ORGANES

## III.- CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE

- 3.1 - Contexte économique international
- 3.2 - Situation en Afrique

## IV.- ACTIVITES DE L'EXERCICE

- 4.1. - Réunions des Instances
- 4.2. - Activités de la Direction Générale
  - 4.2.1 - Activités Administratives
  - 4.2.2 - Activités juridiques
  - 4.2.3 - Activités Opérationnelles
  - 4.2.4 - Coopération et développement
  - 4.2.5 - Activités de la Représentation en Afrique Centrale
  - 4.2.6 - Situation financière
  - 4.2.7 - Vérification interne et externe

## V – ANNEXES

- 5.1 - Organigramme
- 5.2 - Bilan des interventions
- 5.3 - Approbations cumulées par Institution
- 5.4 - Bilan et Compte de résultat
- 5.5 - Lettre de certification du commissaire aux comptes

# LISTE DES SIGLES

6

AFD	Agence Française de Développement
APIGA	Association Professionnelle des Institutions de Garantie d'Afrique
ASE	Structure d'Appui aux Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina Faso
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCB	Banque Commerciale du Burkina Faso
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BFA	Banque Pour le Financement de l'Agriculture
BIA-Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIB	Banque Internationale du Burkina Faso
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICEC	Banque Internationale pour le Crédit et l'Epargne au Cameroun
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement pour le Développement de la CEDEAO
BIM	Banque Islamique de la Mauritanie
BIS	Banque Islamique du Sénégal
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
BTP	Bâtiment Travaux Publics
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CBCA	Commercial Bank of Cameroun
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
CFOA	Compagnie Financière de l'Ouest Africain
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie bancaire de la Côte d'Ivoire
CT	Court Terme
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
FCI	Finances Conseils Investissements
FED	Fonds Européen de Développement
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africaine
Groupe ETI	Groupe Ecobank Transnational Incorporated
GTA/C2A	Groupement Togolais d'Assurances/Compagnie Africaine d'Assurances
IDE	Investissement Direct Etranger
MLT	Moyen et Long Terme
PIB	Produit Intérieur Brut
SCIE	Société de Commercialisation d'informations d'Entreprises
SENELEC	Société Sénégalaise de distribution d'Energie Electrique
SHELTER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banque

## MOT DU PRESIDENT

L'exercice 2011 a été marqué par une lente reprise de la croissance économique mondiale. Les économies africaines sont en train de sortir de la récession mondiale.

En Afrique, les zones UEMOA et CEMAC notamment dont la plupart des Etats sont membres du FAGACE ont ressenti les chocs des événements politiques de l'Afrique du Nord et de l'Ouest influant sur le ralentissement de la croissance du continent en 2011. Les pays voisins de la Libye et de la Côte d'Ivoire ont plus ou moins subi des répercussions particulières.

Le Rwanda et la Mauritanie qui sont en dehors de ces deux zones ont vu leur croissance économique légèrement consolidée.

C'est dans ce contexte jalonné de crises politiques que le Fonds a mené ses activités avec pour objectif principal de renforcer ses capacités opérationnelles à travers la mobilisation de nouvelles ressources financières.

Sur le plan administratif, au cours de l'exercice, le Conseil des Gouverneurs a procédé à la reconduction du Directeur Général pour un mandat de 4 ans courant à partir de janvier 2012.

L'Institution a poursuivi sa politique d'ouverture en vue de l'adhésion de nouveaux Etats. Les efforts fournis durant cette période ont permis de noter l'adhésion du Congo et du Tchad avec la libération effective de leur quote-part au capital social.

Au plan opérationnel, les activités de l'exercice ont principalement concerné l'identification de nouvelles opérations, le recouvrement des créances, le suivi des projets en difficultés et la revue de portefeuille qui a contribué à l'obtention, au plan financier et comptable, d'un résultat net positif de 1,23 milliards FCFA.

Cette performance se justifie également par la poursuite de la maîtrise des charges d'exploitation au cours de l'exercice 2011.

S'agissant du volet coopération, l'exercice a été marqué par le renforcement des relations avec les Etats membres, la redynamisation des relations de coopération avec les Institutions financières nationales et internationales ainsi que les organismes de développement en vue de renforcer l'ouverture et la capacité financière et opérationnelle du Fonds.

Les tendances globales observées en 2011 augurent de bonnes perspectives de redressement pour notre Institution commune qui doit redoubler d'effort dans l'accompagnement de nouveaux projets de développement à partir de l'exercice 2012 en faveur des Etats membres.

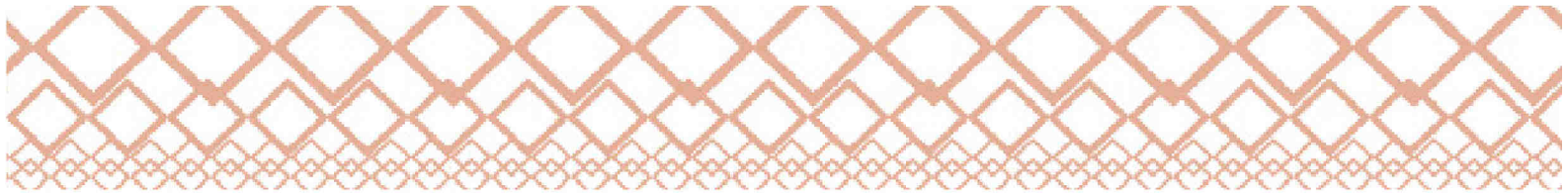
### M. Mario VAZ

Ministre des Finances  
de la Guinée Bissau

Président du Conseil des Gouverneurs







8

Siège social du FAGACE  
01BP: 2045 RP. COTONOU (BÉNIN)  
Tél . : (229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77  
Fax : (229) 21 30 02 84  
E-mail : [courriel.fagace@le-fagace.org](mailto:courriel.fagace@le-fagace.org)  
Site web : [www.le-fagace.org](http://www.le-fagace.org)

# I.- PRESENTATION DU FAGACE

## 1.1.-Création – Objet - Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est une Institution Publique Internationale à caractère économique et financier, spécialisé dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

### Etats Membres

Les Etats membres effectifs au nombre de quatorze (14) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et le Togo.

### Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

### Formes d'intervention

Le Fonds garantit les prêts à court, moyen et / ou long terme, accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits, finance directement des interventions, prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales, assure la gestion de fonds pour le compte de tiers.



### Domaines d'intervention.

Le Fonds intervient dans les secteurs de l'industrie, du développement rural (agriculture, élevage, agro-industrie), des infrastructures de base (Télécommunications, énergie, immobilier), du commerce, de production de biens et services (transport, hôtellerie, santé, éducation), des microfinances et des PME, PMI.

### **Bénéficiaires**

Les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements, les entreprises privées ou mixtes, les institutions financières nationales, les organismes régionaux peuvent bénéficier des interventions du Fonds.

### **1.2.-Organes d'Administration et de Gestion**

Le Fonds est administré par le Conseil des Gouverneurs qui délègue certains de ses pouvoirs au Conseil d'Administration.

La gestion courante est assurée par le Directeur Général qui est le représentant légal de l'Institution.

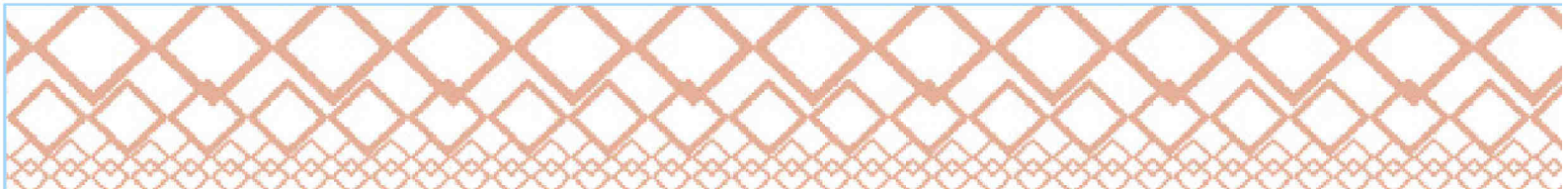
### **1.3.-Ressources**

Les ressources du Fonds proviennent des versements des Etats membres au titre de la libération du capital souscrit ; des emprunts ; des subventions (dons, legs et libéralités) ; de la rémunération des engagements d'aval et d'allongement de la durée de crédit ou de toutes autres ressources provenant de ses activités.

Au 31 décembre 2011, le capital social autorisé est passé 100 à 200 milliards de FCFA.

## II - ORGANES

<p><b>CONSEIL DES GOUVERNEURS</b> <b>PRESIDENT</b></p> <p><b>GUINEE BISSAU</b> M. MARIO VAZ Ministre des Finances</p> <p><b>MEMBRES</b></p>	<p><b>MALI</b> M. Sanoussi TOURE Ministre de l'Economie et des Finances</p>
<p><b>BENIN</b> Mme. Adidjatou MATHYS Ministre de l'Economie et des Finances</p>	<p><b>MAURITANIE</b> M.Thiam DIOMBAR Ministre des Finances</p>
<p><b>BURKINA FASO</b> M. Lucien Marie Noël BEMBEMBA Ministre de l'Economie et des Finances</p>	<p><b>NIGER</b> M.Mahamadou OUHOUMODOU Ministre de l'Economie et des Finances</p>
<p><b>CAMEROUN</b> M. Pierre TITI Ministre délégué auprès du Ministre des Finances</p>	<p><b>RWANDA</b> M. John RWANGOMBWA Ministre des Finances et de la Planification Economique</p>
<p><b>CENTRAFRIQUE</b> M. Sylvain NDOUTINGAI Ministre des Finances et du Budget</p>	<p><b>SENEGAL</b> M. Abdoulaye DIOP Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances</p>
<p><b>CONGO</b> M. Gilbert ONDONGO Ministre des Finances et du Budget</p>	<p><b>TCHAD</b> M. Christian G. DIGUIMBAYE Ministre des Finances et du Budget</p>
<p><b>COTE D'IVOIRE</b> M. Charles DIBY KOFFI Ministre de l'Economie et des Finances</p>	<p><b>TOGO</b> M. Adjil Othéth AYASSOR Ministre de l'Economie et des Finances</p>



12

## LES PAYS MEMBRES DU FAGACE

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### PRESIDENT

#### GUINEE BISSAU

M. Fortes Buli INJAI  
Directeur Général de l'Economie et du  
Développement

### SUPPLEANTS

### MEMBRES TITULAIRES

#### BENIN

M. Mohamed Babatunde Sanny GADO  
Conseiller Technique du Ministre de  
L'Economie et des Finances

#### BURKINA FASO

M. Antoine ZOUNGRANA  
Conseiller Technique du Ministre des  
Finances

M. Sié Philippe Aimé PALENFO  
Directeur de la Coopération  
Bilatérale

#### CAMEROUN

M. Sylvain BODI ZOGO  
Chef de la Coopération  
Monétaire et des Finances

M. Jean louis AKA'A  
Chef de la Cellule des Enquêtes  
A la Division de la Microfinance

#### CENTRAFRIQUE

M. Gaston Bertrand KOLIOS  
Directeur de Cabinet du Ministre des  
Finances et du Budget

M. Victor MAZANGA  
Directeur des investissements  
Publics au Ministère de l'Economie,  
du Plan et de la Coopération  
Internationale

#### CONGO

M. Jean Claude NGAMBOU  
Conseiller aux Institutions Financières  
Nationales, à la Monnaie et à la Dette  
Publique du Ministère des Finances

#### COTE D'IVOIRE

M. TOURE Abou  
Directeur de la Prévision et de la  
Conjoncture Economiques

M. Kouamé Edgar KOFFI  
Sous Directeur Chargé des  
Relations Avec le Secteur Privé à la  
Direction des Affaires Economiques  
Extérieures et de l'Intégration

13

## **MALI**

M. Bangali N'KO TRAORE  
Sous Directeur Général de la Dette  
Publique

---

## **MAURITANIE**

M. Cheikh Ould Sid Ahmed  
Conseiller Technique du Ministre des  
Finances

M. Ali KANE  
Chargé de mission  
Ministère des Affaires Economiques  
et du Développement

---

## **NIGER**

M. Laouali Amadou Dan AZOUME  
Secrétaire Général Adjoint  
Ministère des Finances

M. Hassane TAHER  
Directeur Général du Contrôle  
Financier  
Ministère des Finances

---

## **RWANDA**

M. Cyrille HATEGEKIMANA  
Coordonnateur de l'Unité de Gestion  
du portefeuille du Gouvernement

---

14

## **SENEGAL**

M. Mor SALL  
Directeur Général des Finances  
Ministère de l'Economie et des  
Finances

M. Mamadou GUEYE  
Conseiller Technique du Directeur  
Général des Finances

---

## **TCHAD**

M. Mgabo Seli MBOGO  
Directeur de Cabinet du  
Ministre des Finances et du Budget

---

## **TOGO**

M. Mawussi D. SEMODJI  
Directeur de Cabinet du  
Ministre de l'Economie  
et des Finances

M. Badawasso T. GNARO  
Secrétaire Général au Ministère de  
l'Economie et des Finances

DIRECTION GENERALE  
M. Henri-Marie J. DONDRA  
Directeur Général

## III.- CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE

### 3.1.-Contexte économique international



Après une légère reprise et inégale de la croissance mondiale suivie de la décélération observée vers la mi- 2010, le ralentissement de celle-ci a été observé et s'est poursuivi en 2011. En effet, la baisse des PIB dans les pays développés ont freiné la croissance mondiale avec le risque de menacer la stabilité économique mondiale.

Des mesures politiques ont été prises par les gouvernements en vue de stabiliser les marchés financiers et de relancer l'économie.

Malgré tout ce dispositif, l'année 2011 a été marquée par l'aggravation des déficits budgétaires et la hausse de la dette publique qui ont sapé le soutien d'autres mesures de relance. De nombreux gouvernements, en particulier ceux des pays développés se sont orientés vers l'austérité fiscale. Cela a affecté négativement la croissance économique mondiale.

Les turbulences financières qui secouent l'Europe se sont en partie propagées à des pays en développement ainsi qu'à d'autres pays à revenu élevé qui en avaient été jusqu'alors épargnés. Cette contagion a entraîné la hausse

des coûts d'emprunt dans de nombreuses régions du monde et tiré vers le bas les marchés boursiers, tandis que les flux de capitaux en direction des investissements accusaient une chute sévère.

Avec cette menace de récession limitée par des mesures politiques financières et fiscales draconiennes dans certains pays développés, la croissance mondiale en 2011 est revenue à 3,4% contre 5% en 2010.

La situation économique mondiale en 2011, analysée par région se présente comme Suit :

Aux Etats Unis, la flambée des prix des matières premières, les crises de la dette dans ce pays et en Europe ainsi que la situation économique au Japon ont pesé sur la croissance. Le taux de croissance de PIB enregistré en 2011 est de 2,3% contre 2,7% en 2010.

L'Europe et l'Asie centrale ont vu leur PIB progresser à un rythme relativement lent à 4,2% en 2011. La reprise de la région reste particulièrement tributaire de la situation des pays européens à revenu élevé où la viabilité de la dette souveraine continue de susciter des préoccupations. A cela s'ajoute la poursuite de la restructuration du secteur industriel qui pèse également sur l'activité économique.

La croissance de la région d'Asie de l'Est et Pacifique est en baisse à cause de la catastrophe survenue au Japon en mars 2011, l'augmentation des prix des produits alimentaires et du pétrole, les inondations en Thaïlande et la conjoncture économique en Europe ont pesé sur la croissance régionale. Le taux du PIB régional est estimé à 8,2 % en 2011 après une progression de 9,3% en 2010. La Chine qui contribue à hauteur de 80% au PIB régional, a vu sa croissance ralentir et tomber à 9,1 % en 2011 contre 10,4% en 2010.



La région de l'Amérique Latine et des Caraïbes est sortie difficilement de la crise mondiale dans des conditions peu satisfaisantes avec un taux de croissance du PIB de 4,5% pour 2011, en repli par rapport à celle de 2010 et ce, à cause de l'augmentation des prix du pétrole sur le marché international.

Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord après une légère reprise de la croissance en 2010 se sont consolidés en 2011 avec un taux de 4,3% en raison de l'augmentation de la demande intérieure, du raffermissement des marchés des exportations et du maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés.

Avec des taux de croissance moyens de 6% en 2011 et de 7% en 2010, les pays en développement continuent d'enregistrer une expansion plus rapide que les pays à revenu élevé. Cette situation est due à la poursuite d'importants programmes de développement des infrastructures et à la reprise des flux de capitaux internationaux.



### 3.2.-Situation en Afrique

L'Afrique a bien traversé la crise économique mondiale. Après s'être établie en 2010 à 4,5%, les pays de la région Afrique ont atteint des taux de croissance d'au moins 6 % en 2011.

L'Afrique australe se relève lentement avec un taux de croissance qui s'élève à 3,5% en 2011 contre 4,6 pour 2010.

Les économies de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord se sont beaucoup appréciées avec un taux de croissance moyen de 5% dépassant respectivement 4.6% et 4.1% enregistré 2010.

La zone de CEMAC est ressortie avec une relance de la croissance économique soutenue à un taux de PIB réel de 5,2 % en 2011 contre 4,3 % en 2010. Cette relance a été entretenue par la hausse de la production pétrolière et de gaz qui a augmenté de manière considérable dans certains pays de la sous région. A cela s'ajoute le dynamisme des secteurs des télécommunications, des transports et des industries manufacturières ainsi que l'exploitation de minerais et les infrastructures publiques dans les pays membres. Quatre (04) des Etats membres du Fonds sont de cette zone (Cameroun, Centrafricaine, Congo et Tchad).

La crise post électorale de la Côte d'Ivoire a eu des conséquences néfastes sur la situation économique et sociale des Etats membres de l'UEMOA entraînant une perturbation des circuits économiques et financiers ainsi qu'un ralentissement des échanges des biens et services entre les Etats.

Cette crise a entraîné une récession économique en Côte d'Ivoire d'où la réduction du taux de croissance de la zone de l'UEMOA en 2011. Huit (08) des quatorze (14) Etats membres actuels du FAGACE sont situés dans l'espace UEMOA.

Alors que certains pays affichent un taux de plus de 6%, Le taux de croissance moyen pour les huit pays de l'UEMOA qui sont membres du Fonds a été de l'ordre de 3% pour l'année 2011. Le Rwanda et la Mauritanie qui sont en dehors de ces deux zones (UEMOA et CEMAC) ont réalisé respectivement une croissance de plus de 7%.

Sources : Banque Mondiale et Fonds Monétaire International: Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011, Janvier 2012.  
Rapport des Nations Unies (Janvier 2012.)

## IV.- ACTIVITES DE L'EXERCICE

L'exercice s'est déroulé dans un contexte économique et financier marqué par l'entrée de l'économie mondiale dans une nouvelle phase caractérisée par une croissance plus lente jonchée de quelques crises politiques sur le continent africain.

Au plan interne, le fait marquant est la mise en œuvre du Plan de Redressement à Court Terme PRCT 2010-2011 qui a permis notamment de procéder à l'augmentation du capital autorisé passant de 100 à 200 milliards FCFA et l'assainissement du portefeuille aboutissant à un résultat financier positif de 1 229 995 946 FCFA et à l'adhésion de deux Etats de la CEMAC (Congo et Tchad) au Fonds.

### 4.1. – Réunions des Instances

Au cours de cet exercice, les activités des Instances ont porté sur :

#### ■ Conseil des Gouverneurs

- la tenue de sa 3<sup>ème</sup> session le 06 juillet 2011 à Cotonou en République du Bénin. Des décisions importantes y ont été prises. Il s'agit entre autres de :

- l'augmentation du capital social du Fonds qui passe de 100 à 200 milliards de FCFA,



Photo: CONSEIL ADMINISTRATIF

17

- la modification de la composition du Conseil d'Administration qui entérine un seul Administrateur titulaire et un Administrateur suppléant par Etat membre régional, non régional et par Institution membre,

- l'accord d'un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois au Directeur Général, Monsieur Henri-Marie DONDRA, de nationalité Centrafricaine, pour compter du 1er Janvier 2012,

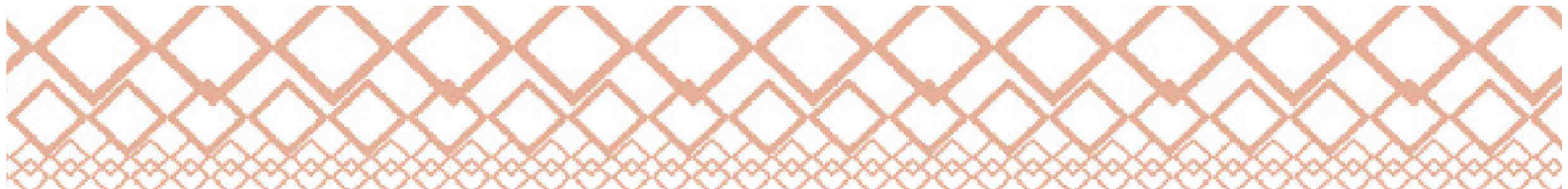
- l'élection de la Guinée Bissau à la présidence du Conseil des Gouverneurs pour l'exercice 2011/2012, conformément au principe de rotation convenu.

Le 25 janvier 2011, la République du CONGO a adhéré le Fonds comme treizième (13<sup>ème</sup>) Etat membre. Sa participation est fixée à quatre milliards (4 000 000 000) FCFA ).

La République du TCHAD a adhéré au Fonds comme quatorzième (14<sup>ème</sup>) Etat membre le 08 décembre 2011. Sa participation au capital social est de Cinq milliards (5 000 000 000) FCFA .

#### ■ Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu ses 34<sup>ème</sup> et 35<sup>ème</sup> sessions respectivement les 04 et 05 juillet 2011, puis le 12 décembre 2011 à Cotonou.



Lors de la 34<sup>ème</sup> session, le Conseil a décidé d'accélérer la mobilisation des fonds relatifs à la libération du capital souscrit appelé et d'autoriser la Direction Générale à explorer les possibilités de cession des créances du Fonds et d'en définir les modalités. Le Conseil entend à cet effet, renforcer la capacité opérationnelle de l'Institution afin de le doter des moyens financiers nécessaires pour la poursuite de sa mission.

Il a par ailleurs approuvé de nouvelles interventions en aval et en bonification. Aussi, le Conseil a-t-il autorisé la cession des créances du Fonds et a mandaté la Direction Générale à céder ces créances et à signer tout acte y relatif après approbation par les Administrateurs.

## **4.2. Activités de la Direction Générale**

Les activités de la Direction Générale au cours de l'année 2011 ont porté sur les activités opérationnelles, administratives, juridiques, financières et de coopération.

### **4.2.1 Activités Administratives**

Les activités administratives ont concerné la réorganisation des services et la dynamisation de la gestion des ressources humaines et du système informatique.

### **4.2.2 Activités juridiques**

Les activités juridiques se sont articulées autour de plusieurs actions notamment : (I) le suivi juridique des projets garantis, des inscriptions des sûretés et leur renouvellement, (II) la signature des contrats de services (IV) le traitement des sinistres et du contentieux ainsi que la rédaction des accords, conventions, résolutions et décisions des Instances.

En outre, des actions ont été menées dans le cadre de la réparation des préjudices causés par l'affaire MADOFF (Bank Austria).

Enfin, le Fonds a pris part aux différentes rencontres de l'Association Professionnelle des Institutions de Garantie (APIGA) en vue de l'harmonisation des règles de fonctionnement de celle-ci.

### **4.2.3 Activités Opérationnelles**

#### **4.2.3.1 – Identification des projets**

Au cours de l'exercice, le Fonds a enregistré au total 31 dossiers de demande d'intervention contre vingt (20) en 2010. Vingt cinq (25) requêtes en garantie qui concernent uniquement des crédits d'investissement, deux (02) en prise de participation en provenance du Mali, un (01) en bonification et taux d'intérêt provenant du Bénin et trois (03) en financement direct des projets à moyen et long terme provenant du Bénin (02) et du Cameroun (01).

### Répartition par pays

Pays	Nombre de projets	Montant du crédit sollicité (en millions de FCFA)	%
Bénin	8	85 404	23,00
Burkina	2	10 805	2,00
Cameroun	8	203 732	55,00
Niger	2	13 137	4,00
Sénégal	1	164	0,04
Togo	4	58 708	16,00
Total	25	371 951	100,00

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que les crédits sollicités pour les 25 demandes de garantie portent sur un montant de 371 951 millions FCFA contre 114 183 millions en 2010. Les requêtes reçues par le Fonds proviennent de 6 Etats membres dont 94% du montant des crédits sollicités sont issues du Cameroun, du Benin et du Togo.

### Répartition par secteur

Secteur	Nombre de projets	Montant du crédit sollicité (en millions de FCFA)	%
Industrie	5	27 071	7
Agro-industrie	5	200 319	53
Immobilier	7	85 110	23
Energie	2	40 850	11
Transport	3	13 149	4
Finance	1	1 000	0
Education	1	4 000	1
Sante	1	452	1
Total	25	371 951	100

19

L'examen du tableau ci-dessus permet de noter que les dossiers en cours d'instruction concernent des secteurs stratégiques que sont, l'agro-industrie, l'énergie, l'immobilier et l'industrie.

- **Evaluation de projets**

Le Fonds a repris ses activités opérationnelles au cours de l'exercice. Quatre (04) projets ont fait l'objet d'évaluation dont 03 ont été soumis aux Instances.

#### 4.2.3.2- Approbations nouvelles

##### ■ Aval

Le montant total des approbations de l'exercice en aval s'élève à 423 millions de FCFA. Ce niveau d'intervention se justifie par une reprise prudente des activités d'aval.

Les garanties accordées au cours de l'exercice portent sur des crédits d'investissement accordés à deux projets provenant du Cameroun. Il s'agit en l'occurrence des Industries BIOPHARMA et du Group Santé Afrique (GSA) qui ont respectivement bénéficié des financements de 233 millions FCFA auprès de Union Bank of Cameroon (UBC) et de 580 millions FCFA auprès de Afriland First Bank.

##### ■ Bonification

Une intervention nouvelle en bonification de taux d'intérêt d'un montant total de 437,580 millions FCFA a été approuvée durant l'exercice. Elle porte sur le projet de construction d'une Tour administrative au Bénin financée par Exim-Bank of China pour un montant total de 15 600 millions FCFA.

#### 4.2.3.3- Bilan des interventions

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

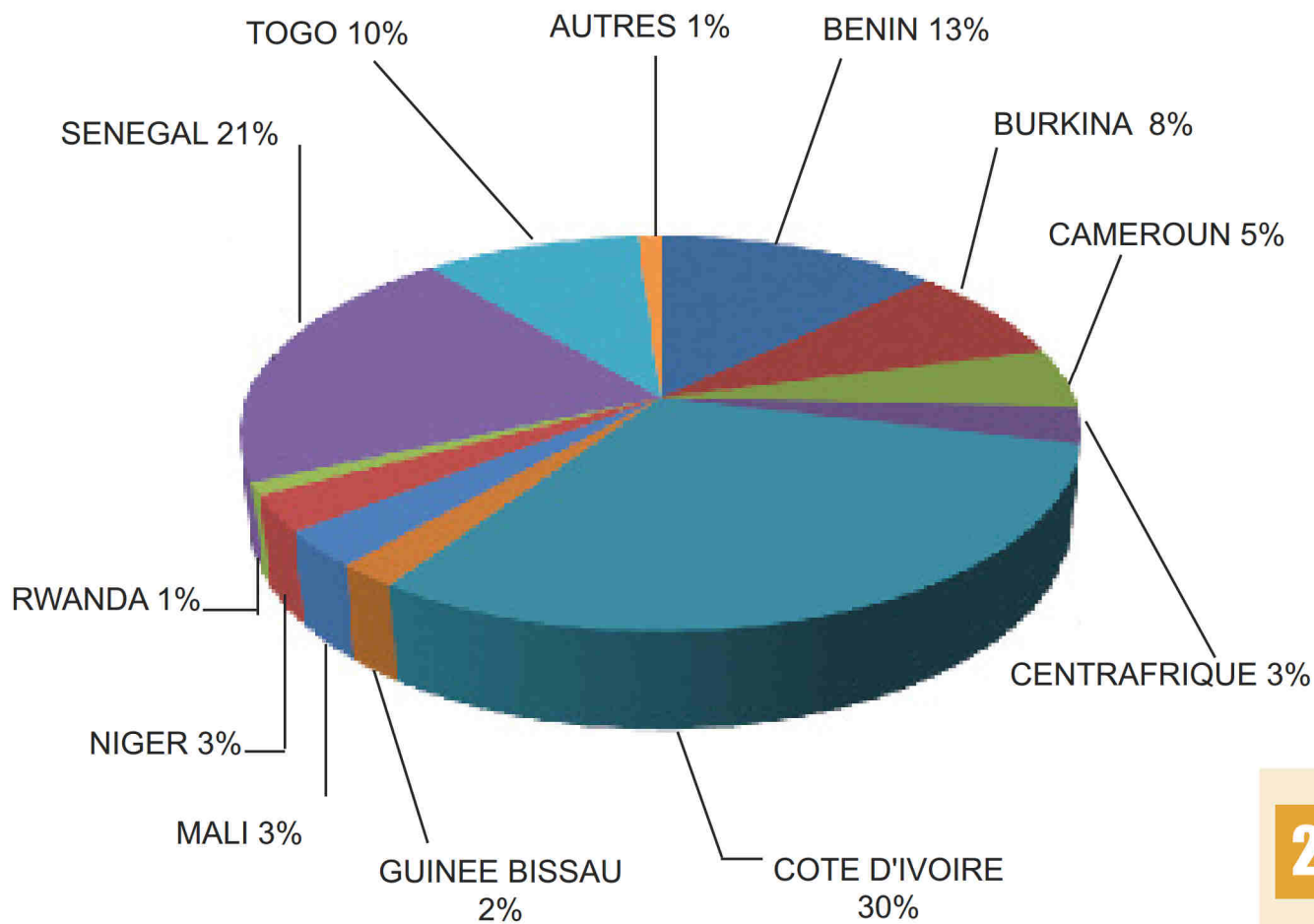
##### ■ Garantie

Les garanties brutes cumulées en portefeuille s'élèvent à 279 927,54 millions FCFA au 31 décembre 2011 en faveur de 210 projets répartis dans 11 Etats membres.

20

#### Répartition par pays

Pays	Nombre de projets	Garantie (en millions de FCFA)	Total (%)
BENIN	34	36 198,30	12,95
BURKINA	21	23 271,00	8,33
CAMEROUN	11	12 660,50	4,38
CENTRAFRIQUE	6	7 580,00	2,71
COTE D'IVOIRE	59	86 807,94	31,06
GUINEE BISSAU	1	4 500,00	1,61
MALI	8	8 817,00	3,15
NIGER	6	7 647,80	2,74
RWANDA	4	1 838,00	0,66
SENEGAL	44	57 782,00	20,67
TOGO	14	29 085,00	10,41
AUTRES	2	3 750,00	1,34
<b>Total</b>	<b>210</b>	<b>279 927,54</b>	<b>100,00</b>



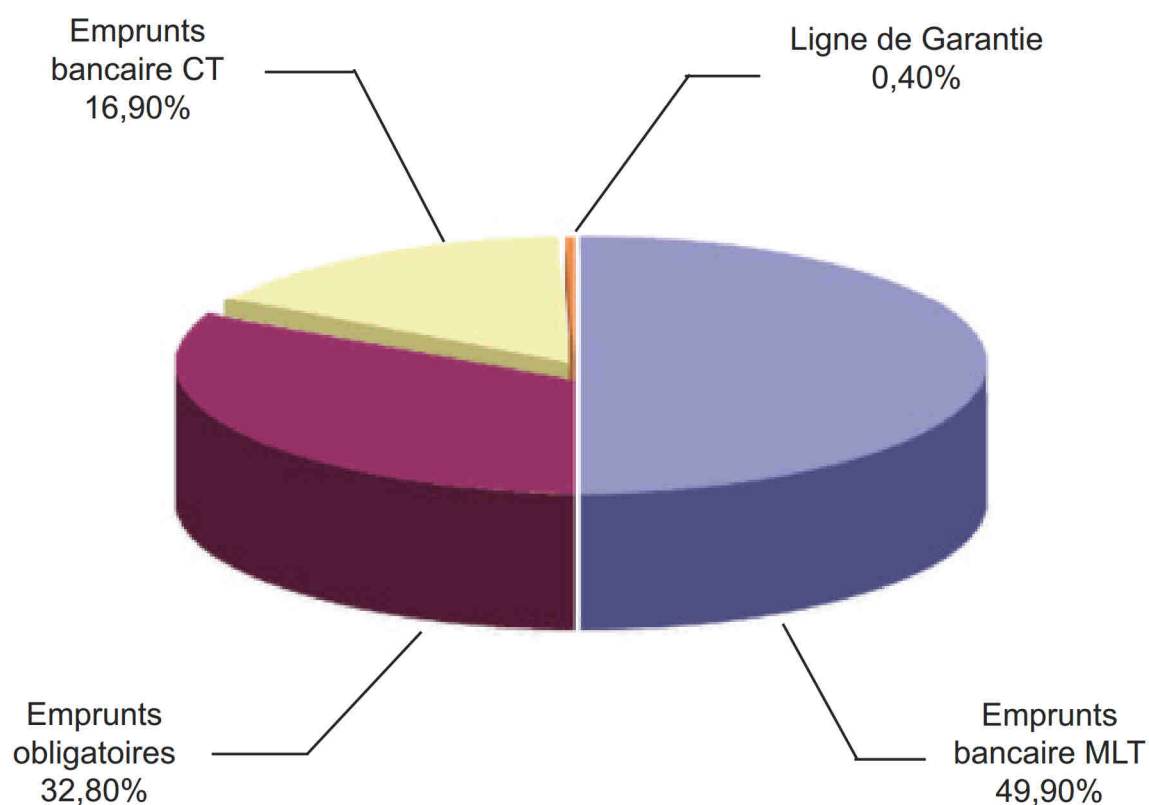
La répartition des interventions par pays reflète notamment le dynamisme économique de chaque Etat. La Côte d'Ivoire et le Sénégal continuent comme par le passé de figurer au nombre des principaux bénéficiaires avec respectivement 30 % et 21% des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2011.

### Répartition par type de concours

Nature	Nombre de Projets	Montant (MFCFA)	(%)
Emprunts bancaires MLT	133	140 020,54	49,9
Emprunts obligataires	33	91 618,00	32,8
Emprunts bancaires CT	43	47 299,00	16,9
Ligne de Garantie	1	1 000,00	0,4
<b>Total</b>	<b>210</b>	<b>279 927,54</b>	<b>100,00</b>

Les emprunts bancaires s'élèvent à 187 319,54 millions de FCFA et représentent environ 2/3 des montants garantis cumulés au 31 décembre 2011.

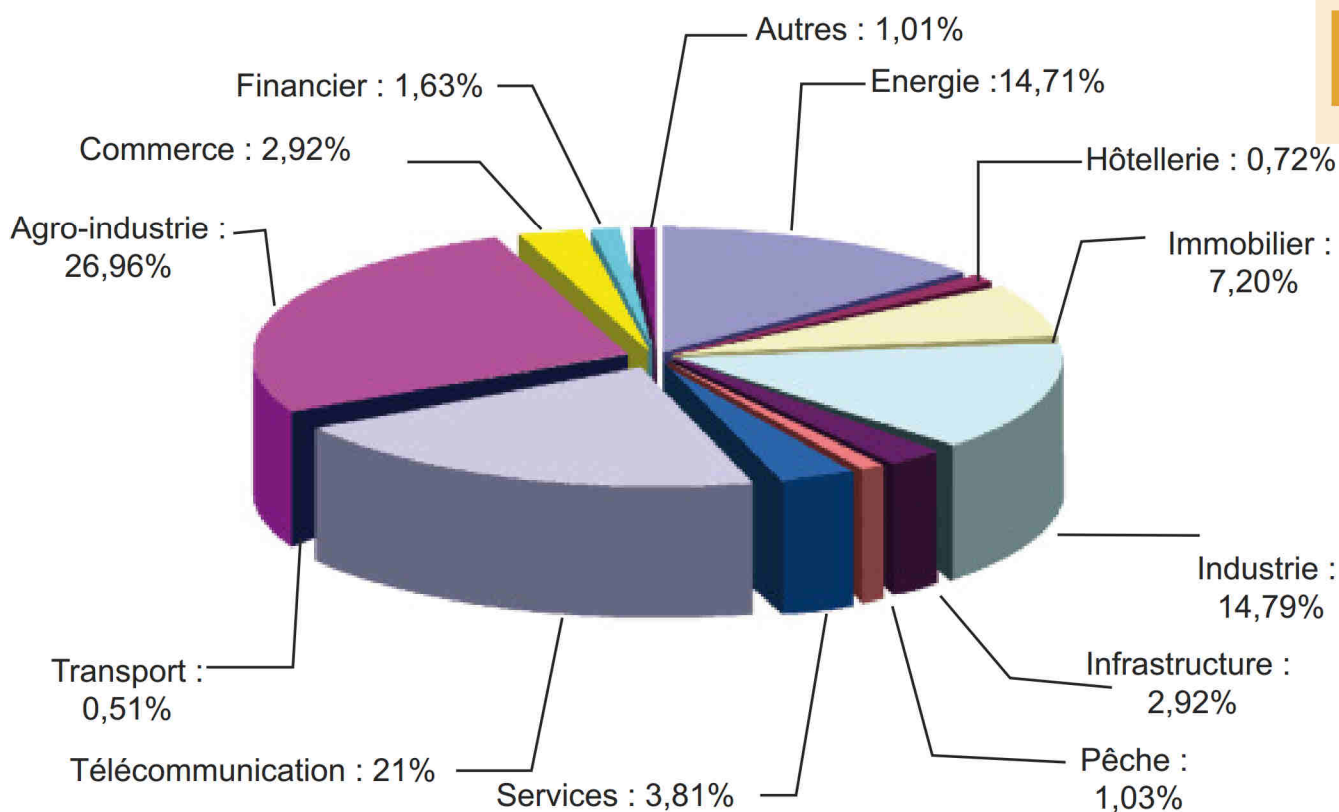
### Répartition par type de concours des approbations brutes cumulées



## Répartition par secteur d'activités

Secteur d'activités	Montant (MFCFA)	(%)
Energie	41 125,00	14,71
Hôtellerie	2 004,00	0,72
Immobilier	20 118,00	7,20
Industrie	41 477,80	14,79
Infrastructure	8 319,00	2,98
Pêche	2 883,00	1,03
Services	10 654,00	3,81
Télécommunications	60 723,00	21,72
Transports	1 434,00	0,51
Agro-industrie	75 349,74	26,96
Commerce	8 160,00	2,92
Financier	4 566,00	1,63
Autres	3124,00	1,01
<b>Total</b>	<b>279 927,54</b>	<b>100,00</b>

## Répartition sectorielle



23

Les engagements sont concentrés autour de quatre activités principales à hauteur de 78,18 % : Agro-industrie (26,96%), Télécommunications (21,72%), Industrie (14,79%) et Energie (14,71%). Cette



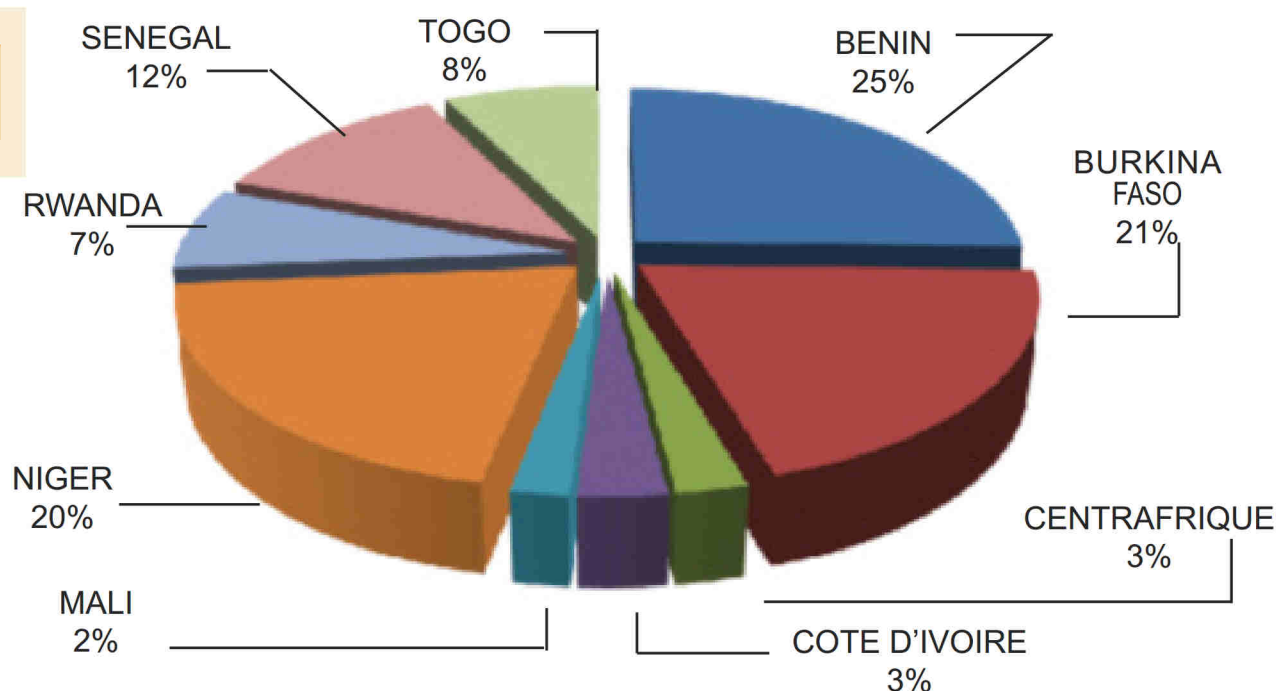
forte concentration s'explique par leur importance dans les économies nationales d'une part, et par la forte demande de financement émanant des entreprises publiques et des sociétés privées d'autre part.

■ **Bonification**

Les approbations cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 6 375,92 millions FCFA au 31 décembre 2011 en faveur de 46 projets situés dans 09 Etats membres.

Pays	Nombre de projets	Montant (MFCFA)	%
BENIN	7	1 618,23	25
BURKINA FASO	9	1 281,72	20
CENTRAFRIQUE	1	158,00	3
COTE D'IVOIRE	1	196,67	3
MALI	1	129,38	2
NIGER	8	1 303,77	20
RWANDA	8	460,92	7
SENEGAL	7	751,14	12
TOGO	4	476,09	8
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>6 375,92</b>	<b>100,00</b>

24



Le Bénin, le Niger et le Burkina Faso sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.

■ **Les interventions en prise de participation**

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1 380 millions FCFA au 31 décembre 2011 en faveur de neuf (09) projets dont sept (07) régionaux.

Il s'agit de participations à caractère stratégique ou financier. Le portefeuille actuel se présente :

## Répartition par bénéficiaire

Société	Capital (MFCFA)	Participation	
		Montant (MFCFA)	En % du capital
ASE	153,00	10,00	6,50
Cauris Investissement	5 000,00	225,00	5,00
BRVM	2 904,32	100,00	3,40
DC/BR	1 461,52	50,00	3,40
SCIE	650,00	50,00	7,69
Atlantic Financial Group	20 000,00	500,00	2,50
SP-FAB	500,00	45,00	10,00
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	1 940,29	100,00	4,54
BRIC	250 ,00	300,00	0,12
<b>Total</b>	<b>32 859,13</b>	<b>1 380,00</b>	<b>100</b>

### ■ **Allongement de la durée de crédit**

Au 31 décembre 2011, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux projets au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

### ■ **Suivi des projets**

Dans le cadre du suivi des projets, un accent particulier a été mis sur les projets en difficulté pour le recouvrement des créances.

La collecte d'information sur les projets approuvés ont permis par ailleurs de procéder à un suivi au plan interne et à la facturation dans les délais requis des commissions d'aval dues.

Au plan interne, le Fonds a poursuivi la revue de son portefeuille. Ces travaux ont permis d'assainir le portefeuille d'aval conduisant in fine à une amélioration des fonds propres de l'Institution.

Au plan externe, des missions de suivi sur le terrain ont été effectuées en direction de quatre (04) sociétés à savoir : MEDIA CONTACT (Bénin) ; GSA (Cameroun), BIOPHARMA (Cameroun) et TELECEL CENTRAFRIQUE (Centrafrique). L'objectif poursuivi est de se rassurer du bon fonctionnement de ces dossiers en vue d'éviter leur dégradation.

#### **4.2.4 – Coopération et développement**

L'exercice a été marqué par la poursuite de la coopération avec les Etats membres et Institutions, l'intensification des démarches relatives à l'ouverture du Fonds a aboutie à l'adhésion de deux Etats de CEMAC : le Congo et le Tchad.

En développement des synergies, plusieurs types de partenariat ont été négociés avec les Institutions financières, les sociétés et commissions de la sous-région et d'Europe.

Au plan de la communication, l'année 2011 a été marquée particulièrement par les différents passages du Directeur Général sur les chaînes nationales et internationales. Divers autres médias ont également servi de relai pour la communication institutionnelle du Fonds.

## 4.2.5 - Activités de la Représentation Régionale

La Représentation Régionale en Afrique Centrale (RRAC) du Fonds s'est inscrite au cours de l'exercice 2011, dans une démarche ayant pour but principal de développer une proximité auprès des Etats, des organismes financiers, des établissements bancaires et d'opérateurs économiques d'Afrique Centrale.

Ses activités ont essentiellement porté sur le suivi des projets en cours, l'identification de nouveaux projets et la poursuite de l'activité administrative relative à l'obtention de l'accord de siège au Cameroun.

## 4.2.6 – Situation financière

Comme pour l'année 2010, l'exercice 2011 dégage un résultat positif de 1 229 395 946 FCFA. Les résumés des états financiers sur la période susvisée se présentent comme suit.

### 4.2.6.1- Bilan

Le total du bilan au 31 décembre 2011 s'élève à 200 236 636 135 FCFA contre 100 870 976 810 FCFA en 2010 et s'analyse comme suit :

#### ■ Actif

L'actif du Fonds au 31 décembre 2011 est présenté dans le tableau ci-après (en FCFA) :

ELEMENTS	2010	2011	Variation (%)
Créances interbancaires	2 743 655 107	3 552 504 498	29,48%
Titres de placement	463 440 784	453 440 784	-2,16%
Titres d'investissement	1 720 522 612	1 751 214 319	1,78%
Immobilisations financières	222 148 428	222 148 428	0,00%
Immobilisations incorporelles	28 135 759	145 279 206	416,35%
Immobilisations corporelles	1 193 595 670	1 166 072 866	-2,31%
Actionnaires ou associés	85 306 398 906	183 223 314 908	114,78%
Autres actifs	9 136 046 879	9 508 230 468	4,07%
Comptes d'ordre et divers	57 032 665	214 430 658	275,98%
<b>Total</b>	<b>100 870 976 810</b>	<b>200 236 636 135</b>	<b>98,51%</b>

#### • Créances Interbancaires

Les créances interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élèvent à 3 552 504 498 FCFA et sont en augmentation de 29,48% par rapport à l'exercice 2010. Toutefois, le rythme de libération a baissé comparativement au taux de 51,64% enregistré au 31 décembre 2010.

#### • Titres de placement

Les titres de placement sont restés quasiment stables au cours de l'exercice et se chiffrent à 453 440 784 FCFA contre 463 440 784 FCFA en 2010.

- **Titres d'investissement**

Ce poste a connu une augmentation de 1,78% sur l'exercice, passant de 1 720 522 612 FCFA en 2010 à 1 751 214 317 FCFA en 2011 en raison de la reprise de provision due au niveau de risque évalué qui apparaît moins important que les années antérieures.

- **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières n'ont pas connu d'évolution au cours de l'exercice et sont restées statiques à 222 148 428 FCFA.

- **Immobilisations Incorporelles et Corporelles**

Elles sont constituées des valeurs incorporelles (frais d'études et assimilés) et corporelles, (terrains et constructions etc.). Elles s'élèvent à 1 311 352 072 FCFA en 2011 contre 1 221 731 429 FCFA en 2010 soit une augmentation de 7,34%.

- **Actionnaires et Associés**

Ce compte a enregistré une augmentation substantielle de 114,78% en 2011 et s'établit à 183 223 314 908 FCFA contre 85 306 398 906 FCFA en 2010, conséquemment à l'augmentation du capital autorisé de l'Institution au cours de la période sus indiquée passant de 100 milliards à 200 milliards de FCFA au cours de l'exercice 2011 en perspective de l'adhésion de nouveaux membres.

- **Autres Actifs**

Essentiellement composés de débiteurs divers, ce poste a connu une augmentation de 4,07% en 2011 et se chiffre à 9 508 230 468 FCFA en 2011 contre 9 136 046 879 FCFA en 2010. Cette évolution est essentiellement due à la promesse de libération des primes d'émission du Tchad et à la baisse des provisions constituées sur ce poste suite aux efforts d'assainissement du portefeuille combinés à des actions visant à mieux sécuriser les engagements de l'Institution.

- **Comptes d'ordre et divers**

Ils regroupent le reste des intérêts attendus des placements et commissions à percevoir par le Fonds au titre de l'exercice. Au 31 décembre 2011, les comptes d'ordre et divers connaissent une augmentation substantielle de 275,98% par rapport à l'année précédente, passant de 57 032 665 FCFA en 2010 à 214 430 658 FCFA en 2011. Cette variation significative résulte essentiellement des intérêts attendus des placements dont le montant de 200 millions en 2010 est porté à 2,2 milliards en 2011.

## ■ Passif

Le passif du Fonds se présente ci-après, au 31 décembre 2011 (en FCFA) :

ELEMENTS	2010	2011	Variation (%)
Dettes interbancaires	1 129 487 033	681 611 826	-39,65%
Dettes à l'égard de la clientèle	3 800 000 000	3 800 000 000	0,00%
Autres passifs	875 089 911	861 925 523	-1,50%
Comptes d'ordre et divers	1 010 651 198	1 218 282 765	20,54%
Provisions pour risques et charges	11 116 616 092	8 714 784 532	-21,61%
Capital	100 000 000 000	200 000 000 000	100,00%
Primes liées au capital	100 000 000	887 500 000	787,50%
Réserves	2 063 462 066	2 063 462 066	0,00%
Ecart de réévaluation	2 344 555 864	2 348 558 831	0,17%
Report à nouveau	-28 881 394 829	-21 568 885 354	-25,32%
Résultat	7 312 509 475	1 229 395 946	-83,19%
<b>Total</b>	<b>100 870 976 810</b>	<b>200 236 636 135</b>	<b>98,51%</b>

### • *Dettes Interbancaires*

Elles concernent principalement les comptes courants débiteurs et se chiffrent à 681 611 826 FCFA en 2011 contre 1 129 487 033 FCFA en 2010, soit une baisse de 39,65% due aux remboursements intervenus au cours de l'exercice.

28

### • *Dettes à l'égard de la clientèle*

Les dettes à l'égard de la clientèle sont restées à leur niveau de 2010 et se stabilisent à 3 800 000 000 FCFA en 2011.

### • *Autres Passifs*

Les autres passifs se chiffrent à 861 925 523 FCFA en 2011 contre 875 089 911 FCFA en 2010. Ils concernent les montants dus à différents tiers notamment les prestataires de services et les Caisses de Sécurité Sociale.

### • *Comptes d'ordre et divers passifs*

Les comptes d'ordre et divers passifs sont constitués des intérêts et autres honoraires. Ils passent de 1 010 651 198 FCFA en 2010 à 1 218 282 765 FCFA en 2011 soit une augmentation de 20,54%.

### • *Provisions pour risques et charges*

Elles passent de 11 116 616 092 FCFA en 2010 à 8 714 784 532 FCFA en 2011 soit une baisse de 21,61% en raison de la poursuite des efforts d'assainissement du portefeuille et des actions de renforcement de la sécurisation des engagements du Fonds.

- **Capitaux propres**

A la suite des libérations des quote-parts du capital social, la situation nette a connu une amélioration substantielle de 142,24% en 2011, passant d'un montant négatif de 2 885 240 744 FCFA en 2010 à un montant positif de 1 218 742 167 FCFA au 31 décembre 2011.

- **Engagements hors bilan**

Les engagements donnés s'élèvent à 43 023 200 000 FCFA contre 59 240 590 000 FCFA en 2010 et concernent les projets garantis dans les Etats membres. Cette baisse récurrente depuis 2008 est due au niveau faible des activités opérationnelles en raison de l'insuffisance de ressources.

#### 4.2.6.1.1 Comptes de résultat

L'exercice 2011 a enregistré un résultat bénéficiaire de 1 229 395 946 FCFA contre un bénéfice de 7 312 509 475 FCFA en 2010. Le détail des comptes de charges et de produits sont en annexe.

#### 4.2.6.1.2 - Produits

ELEMENTS	2010 (PM)	2011	Variation (%)
Intérêts et produits assimilés	154 412 902	315 974 715	104,63%
Commissions	1 385 652 596	1 130 028 950	-18,45%
Produits divers d'exploitation bancaire	540 481 094	0	-100,00%
Reprise d'amort. & de provisions	23 146 608 825	3 013 253 423	-86,98%
Produits accessoires	130 590 626	283 856 050	117,36%
Profits sur exercices antérieurs	58 860 108	11 120 927	-81,11%
<b>Total des produits</b>	<b>25 416 606 151</b>	<b>4 754 234 065</b>	<b>-81,29%</b>

29

Le compte de résultat 2011 au niveau des produits appelle les principaux commentaires suivants :

Les produits de service issus des activités de garantie ont connu la même évolution au cours des deux derniers exercices. Ils enregistrent une baisse de 18,45%, passant de 1 385 652 596 FCFA en 2010 à 1 130 028 950 FCFA en 2011 due au faible niveau des activités de garantie et la baisse des encours garantis.

Toutefois, grâce à la poursuite des efforts d'assainissement du portefeuille entamé depuis deux ans, l'exercice 2011 enregistre une reprise nette sur provisions antérieures de 3 013 253 423 FCFA.

#### 4.2.6.1.3 - Charges (en FCFA)

ELEMENTS	2010 (PM)	2011	Variation (%)
Intérêts et charges assimilés	414 660 629	364 030 069	-12,21%
Frais de personnel	875 596 805	938 822 420	7,22%
Autres frais généraux	1 092 784 979	1 030 044 598	-5,74%
Dotations aux amort. et provisions	15 563 725 555	1 127 841 511	-92,75
Pertes sur exercice antérieur	157 328 708	64 099 521	-59,26%
Total des charges	18 104 096 676	3 524 838 119	-80,53
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>7 312 509 475</b>	<b>1 229 395 946</b>	<b>-83,19</b>

Les frais généraux en baisse de 5,74% passent de 1 092 784 979 FCFA en 2010 à 1 030 044 598 FCFA en 2011. Cette diminution est imputable à la poursuite des efforts constants de réduction de charges engagés dans le cadre du plan de redressement à court terme.

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'établissent à 1 127 841 511 FCFA contre 15 563 725 555 FCFA, soit une baisse de 92,75% en raison de la sortie du patrimoine d'actif de certaines immobilisations totalement amorties.

Le résultat obtenu en 2011 reflète la poursuite des efforts de maîtrise des charges de fonctionnement, suite à la mise en œuvre des différents axes du Plan de Redressement à Court Terme notamment l'assainissement du portefeuille de garantie et la sécurisation des engagements de l'institution.

30

En définitive, l'exercice 2011 affiche un résultat bénéficiaire de 1 229 395 946 FCFA contre 7 312 509 475 FCFA enregistré en 2010.

#### 4.2.7. – Vérification interne et externe

L'audit interne et externe a concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises.

##### 4.2.7.1 - Audit interne et contrôle de Gestion

Conformément aux orientations générales du Plan de Redressement à Court Terme (2010-2011), l'audit et le contrôle au cours de l'année 2011, ont concerné l'ensemble des activités, le suivi des recommandations du Commissaire aux Comptes et l'exécution budgétaire.

Le contrôle de gestion a été renforcé avec l'installation de logiciel IBIS effectuée au cours de l'exercice.

Les différents audits effectués ont permis de corriger les dysfonctionnements et d'améliorer les procédures existantes.

##### 4.2.7.2– Vérification externe

Le Cabinet SOFIREX-SA de la République du Sénégal, Commissaire aux comptes a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié sincères les états financiers 2011.

## **V – ANNEXES**

5.1 - Organigramme

5.2 - Bilan des interventions

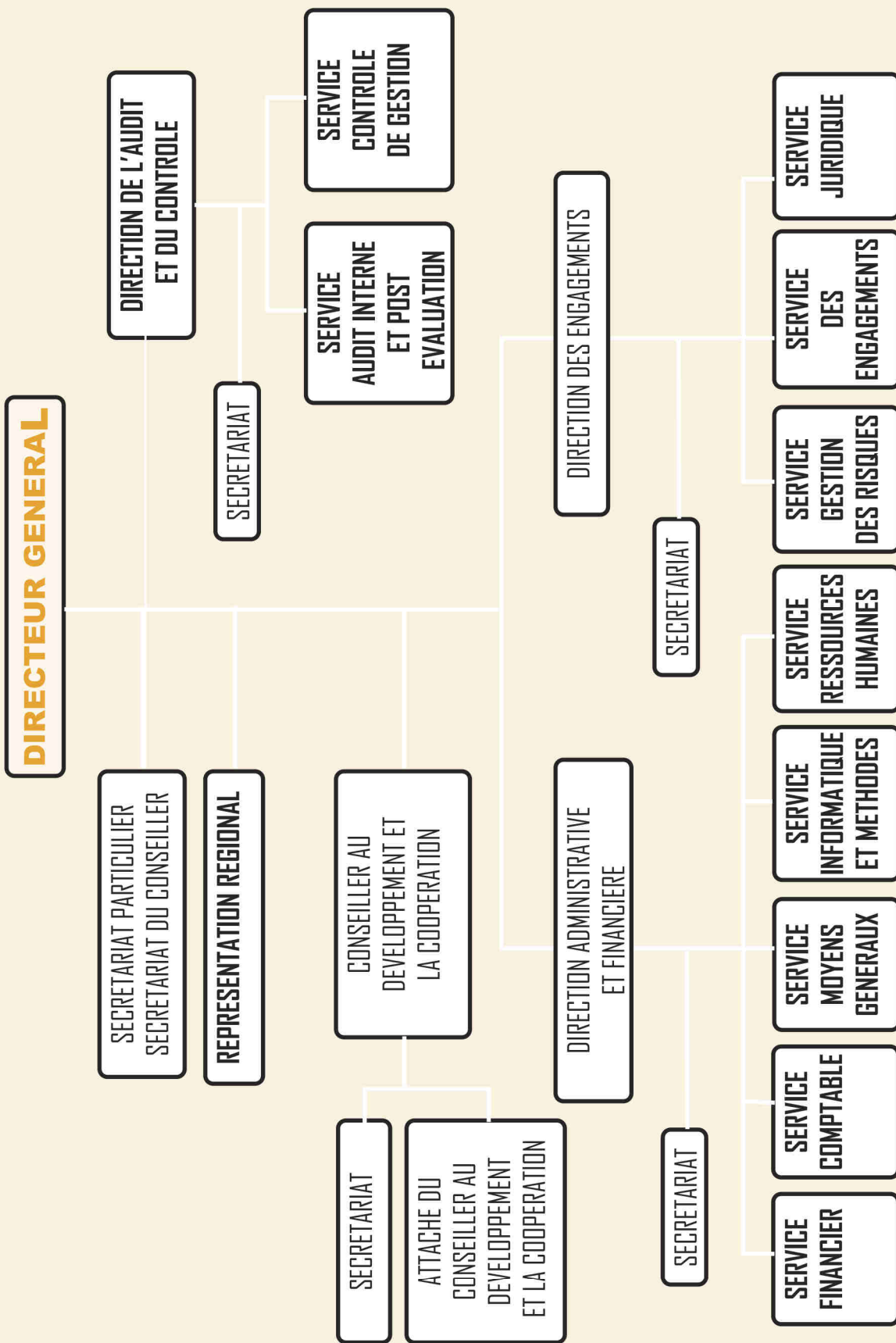
5.3 - Approbations cumulées par Institution

5.4 - Bilans et Comptes de résultat

5.5 - Lettre de certification du commissaire  
aux comptes

**31**





## 5.2 - Bilan des interventions

ENGAGEMENTS HORS BILAN	MONTANTS NETS	
	Exercice 2010 (PM)	Exercice 2011
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	<b>59 240 590 000</b>	<b>43 023 200 000</b>
D'ordre d'établissements de crédit		
Aval Prêt A.F.D. à C.E.B.	569 330 000	285 190 000
Aval Prêt BOAD à CEB /NEPA	1 105 920 000	829 440 000
Aval Prêt BOAD à SBEE	144 310 000	85 740 000
Aval Prêt BOAD à OPT	2 776 370 000	2 840 230 000
Aval Prêt ECOBANK à ISOCEL	73 580 000	0
Aval Prêt SGBBE à ISOCEL		31 080 000
Aval Prêt BOAD à MEDIA CONTACT	480 000 000	480 000 000
Aval Prêt SGBBE à MEDIA CONTACT	170 110 000	170 110 000
Aval Prêt BOAD/BICIAB/BIB/BCB à GARE ROUTIERE DE MARCHANDISES	1 085 410 000	948 360 000
Aval Prêt BSIC à OBOUF	365 160 000	226 060 000
Aval Prêt Emprunt SOFITEX	749 630 000	749 630 000
Aval Prêt BANQUES à TROPICA (DAFANI)	450 450 000	450 450 000
Aval Prêt BDEAC à GSA	722 500 000	828 280 000
Aval Prêt AFRILAND FIRST BANK à GSA	808 880 000	808 880 000
Aval Prêt BDEAC/UBC à BIOPHARMA	686 680 000	738 490 000
Aval PrêtSGBS à PETROLEX	58 790 000	34 610 000
Aval Prêt BDEAC/CBCA à TELECEL CENTRAFRIQUE	983 410 000	798 070 000
Aval Prêt Emprunt SIR 2	1 880 140 000	1 254 040 000
Aval Prêt Emprunt SAFCA	241 720 000	452 810 000
Aval Prêt Emprunt SEMA	1 182 000 000	591 030 000
Aval Prêt BOAD à SOTELMA	166 720 000	0
Aval Prêt BOAD à SONITEL	2 475 680 000	2 358 650 000
Aval Prêt BOAD à NIGELEC	658 210 000	438 730 000
Aval Prêt BIA à HOTEL TENERE	233 490 000	219 440 000
Aval Prêt BOAD/CREDIT LYONNAIS à PCCI	1 011 760 000	889 320 000
Aval Prêt BOAD à SENELEC CAP DES BICH/90KV	1 684 940 000	1 293 020 000
Aval Prêt BST à DAKAR THON	46 670 000	0
Aval Prêt CBAO à SONES	413 960 000	0
Aval Prêt BOAD/CBAO à SATREC	1 044 670 000	605 910 000
Aval Prêt SGBS à CORFITEX	452 540 000	452 540 000
Aval Prêt BOAD à TDE (ex RNET)	1 197 780 000	932 980 000
Aval Prêt BID à ATLANTIQUE TELECOM	3 279 780 000	3 279 780 000
Aval Prêt Emprunt CEB	1 000 000 000	0
Aval Prêt Emprunt TOGO TELECOM	2 000 000 000	1 750 000 000
Aval Prêt FORTIS BANQUE à PONT METALLIQUE	739 560 000	218 950 000
Aval Prêt BOAD à TOGO TELECOM	141 990 000	0
Aval Prêt CGF BOURSE à SHELTER AFRIQUE	175 000 000	0

Aval Prêt BRD à CORMORAN LODGE		84 620 000
Aval Prêt BRD à GROUPE CAIMAN		72 080 000
Aval Prêt BOAD à SCG	2 809 480 000	2 809 480 000
Aval Prêt BIBE à FSG	209 970 000	209 970 000
Aval Prêt BSIC/BOA à CEMA	418 320 000	366 350 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à ENERDAS	35 000 000	35 000 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à FSG	140 030 000	140 030 000
Aval Prêt ECOBANK à EROH	185 850 000	185 850 000
Aval Prêt BACB à JOSSIRA 2	856 820 000	856 820 000
Aval Prêt ECOBANK BF à JOSSIRA 1	416 040 000	326 070 000
Aval Prêt Emprunt NESKO	220 000 000	168 030 000
Aval Prêt CBCA/BICA/BPMC à UNITEC BENIN	131 810 000	131 810 000
Aval Prêt BACI à CAFACI	325 520 000	325 520 000
Aval Prêt BOA/COFIPA à CAFACI	404 940 000	404 940 000
Aval Prêt COFIPA à CAFACI	172 980 000	172 980 000
Aval Prêt BACI à CAFACI	3 308 790 000	3 308 790 000
Aval Prêt BOA à AIT		253 350 000
Aval Prêt BTCI à AIT	1 000 000 000	0
Aval Prêt ECOBANK à AIT		232 800 000
Aval Prêt Pool Bancaire à AIT	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SALMEX INT SA	505 240 000	500 000 000
Aval Prêt ECOBANK à COPALCI	500 000 000	266 800 000
Aval Prêt VERSUS BANK à ICAR AGRO NEGOCE	328 320 000	328 320 000
Aval Prêt BACI-ECOBANK à AGRIMEX	47 720 000	47 190 000
Aval Prêt BFA-ECOBANK CI à SIDEPA	3 000 000 000	2 500 000 000
Aval Prêt ECOBANK Sénég. à SENETEL	41 430 000	41 430 000
Aval Prêt BIS à KNDY	41 240 000	0
Aval Prêt BST à ICOTAF	466 290 000	0
Aval Prêt CBAO à SUDINVEST	110 200 000	76 240 000
Aval Prêt CBAO à @LINK	99 040 000	99 040 000
Aval Prêt OMNIFINANCE à CFOA	1 037 870 000	1 037 870 000
Aval Prêt BTCI à SONIPA	2 100 000 000	0
Aval Prêt SHELTER AFRIQUE à SOPRIM	120 000 000	0
Aval Prêt BOAD à ONATEL	279 560 000	0
Aval Prêt BACI à CIN	335 080 000	0
Aval Prêt Emprunt SIFCA	375 000 000	0
Aval Prêt BFA à Permis de conduire INTERFLEX	378 850 000	0
Aval Prêt Emprunt ONATEL	1 094 220 000	0
Aval Prêt VERSUS BANK/BFA/BNI à CONDICAF	2 098 050 000	0
Aval Prêt Emprunt MATFORCE	80 000 000	0
Aval Prêt BACI OMNIFINANCE à INTERFLEX	1 309 790 000	0

### 5.3 -Approbations cumulées par Institution

Institutions	Nombre de projets	Montant (MFCFA)	%
AFD	3	6 925,00	2,48
BACB	3	1 373,00	0,49
BACI	5	1 783,00	0,64
Banque Atlantique CI	5	5 429,99	1,94
BCB	2	350,00	0,13
BDEAC	4	4 880,00	1,75
BFA	8	8 770,00	3,14
BIA NIGER	1	424,80	0,15
BIB	2	350,00	0,13
BIBE	2	600,00	0,21
BICEC	2	800,00	0,29
BICIA-B	1	308,75	0,11
BICIS	3	1 367,08	0,49
BID	1	3 278,91	1,17
BIM	1	400,00	0,14
BIS	2	300,00	0,11
BNDA	1	366,40	0,13
BOAD	23	40 914,00	14,64
BRD	4	1 838,00	0,66
BRIC	2	4 180,00	1,50
BST	4	1 244,88	0,45
BTCI	3	3 208,00	1,15
CBAO	8	8 834,00	3,16
CBCA/BICA	2	1 300,00	0,47
COBACI	4	5 700,00	2,04
CONTINENTAL BANK	3	6 240,00	2,23
CREDIT LYONNAIS	1	480,00	0,17
FINANCIAL BANK	2	900,00	0,32
FIRST BANK NIGERIA	1	4 500,00	1,61
FORTIS BANK	1	2500,00	0,89
FPE	1	360,00	0,13
GROUPE BOA	7	4304,50	1,54
GROUPE BSIC	7	3 314,00	1,19
GROUPE ECOBANK	19	14 978,72	5,36
Groupe Sté Générales de Banques	8	2 472,66	0,88
GTA-C2A	1	2 500,00	0,89
JACOBSEN ELEKTRO	1	3 000,00	1,07
MARCHE FINANCIER	33	90 478,60	32,37
OMNIFINANCE	2	307,00	0,11
POOL BANCAIRE	6	11 771,50	4,21
UTB	1	400,00	0,14
VERSUS BANK	2	3 500,00	1,25
AUTRES	16	22 581,75	8,08
<b>TOTAL</b>	<b>210</b>	<b>279 927,54</b>	<b>100,00</b>

## 5.4 -Bilan et Compte de résultat

Actif au 31 Décembre 2011

(en FCFA)

A C T I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2010 (PM)	Exercice 2011
CREANCES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Banques Centrales	2 004 179 651	737 041 893
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédits	535 155 270	615 462 605
A terme	204 320 186	2 200 000 000
CREANCES SUR LA CLIENTELE		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
TITRES DE PLACEMENT	463 440 784	453 440 784
TITRES D'INVESTISSEMENT	1 720 522 612	1 751 214 319
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	222 148 428	222 148 428
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 135 759	145 279 206
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 193 595 670	1 166 072 866
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	85 306 398 906	183 223 314 908
Capital appelé non versé	19 389 715 022	
Capital sujet à appel	164 351 574 300	
AUTRES ACTIFS	9 136 046 879	9 508 230 468
COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS	57 032 665	214 430 658
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>100 870 976 810</b>	<b>200 236 636 135</b>

## Passif au 31 Décembre 2011

(en FCFA)

P A S S I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2010 (PM)	Exercice 2011
<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>		
A vue		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédits	1 129 487 033	681 611 826
A terme		
<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bons de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	3 800 000 000	3 800 000 000
<b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>		
<b>AUTRES PASSIFS</b>	875 089 911	861 925 523
<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	1 010 651 198	1 218 282 765
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	11 116 616 092	8 714 784 532
<b>PROVISIONS REGLEMENTÉES</b>		
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX</b>		
<b>CAPITAL</b>	100 000 000 000	200 000 000 000
Capital appelé versé	16 258 710 678	
Capital appelé non versé	19 389 715 022	
Capital sujet à appel	164 351 574 300	
<b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>	100 000 000	887 500 000
<b>RESERVES</b>	2 063 462 066	2 063 462 066
<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>	2 344 555 864	2 348 558 831
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	-28 881 394 829	-21 568 885 354
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>7 312 509 475</b>	<b>1 229 395 946</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>100 870 976 810</b>	<b>200 236 636 135</b>

*Compte et résultat au 31 / 12 / 2011*

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2010 (PM)	Exercice 2011
<b>CHARGES</b>		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre Autres intérêts et charges assimilées	414 660 629	364 030 069
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS		
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES Charges sur titres de placement Charges sur opérations de change Charges sur opérations de hors bilan		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
ACHATS DE MARCHANDISES		
STOCKS VENDUS		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION Frais de personnel Autres frais généraux	875 596 805 1 092 784 979	938 822 420 1 030 044 598
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	15 563 725 555	1 127 841 511
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	157 328 708	64 099 521
IMPOT SUR LE BENEFICE		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>7 312 509 475</b>	<b>1 229 395 946</b>
<b>TOTAL</b>	<b>25 416 606 151</b>	<b>4 754 234 065</b>

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2010 (PM)	Exercice 2011
<b>PRODUITS</b>		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		
Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	154 412 902	315 974 715
Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle		
Autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	1 385 652 596	1 130 028 950
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Produits sur titres de placement		
Dividendes et produits assimilés		
Produits sur opérations de change		
Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	540 481 094	0
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	23 146 608 825	3 013 253 423
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	130 590 626	283 856 050
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	58 860 108	11 120 927
RESULTAT DE L'EXERCICE		
<b>TOTAL</b>	<b>25 416 606 151</b>	<b>4 754 234 065</b>

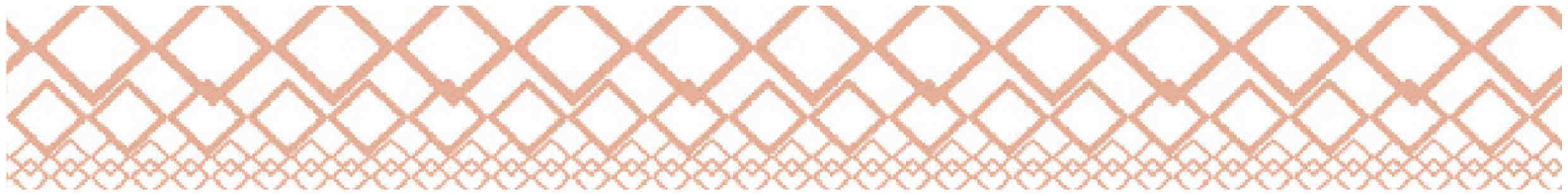






**I- RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX  
COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2011**

**41**



# I - RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2011

**Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,  
Messieurs les Gouverneurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil des Gouverneurs, et conformément à l'article 29 alinéa 2 du « Règlement financier », nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur :

- L'audit des comptes annuels du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlement en vigueur ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi, relatives à l'exercice clos le 31 Décembre 2011.

Les comptes ont été préparés par la Direction Générale. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels. Ces comptes qui nous ont été soumis pour examen comprennent :

- Le Bilan au 31 Décembre 2011 présentant un total de : **FCFA 200 236 636 135 ;**
- Le Compte de Résultat de l'exercice faisant ressortir un bénéfice de : **FCFA 1 229 395 946.**

43

## 1.1 Opinion sur les états financiers

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et pertinents pour fonder notre opinion.

A notre avis, les états financiers sont, au regard des règles et principes comptables et des dispositions du « Règlement Financier », réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique au 31 décembre 2011.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

- Libération du capital appelé

Nous vous rappelons que la libération du capital appelé est nécessaire pour la reconstitution des fonds propres effectifs, seul gage d'un redémarrage des activités du Fonds. La reconstitution de ces fonds permettrait aussi d'ouvrir le capital aux autres pays non africains et surtout aux institutions. Cette condition est un préalable incontournable pour ces dernières qui ont des normes prudentielles sur la base desquelles se fondent leurs décisions de collaboration.

Nous insistons sur le renforcement de ces fonds propres effectifs dont l'effritement pourrait menacer la continuité des activités du Fonds.

A l'instar des autres institutions de la sous-région, des prélèvements automatiques auprès des Banques Centrales pourraient être envisagés par les Etats Membres en vue de faciliter le recouvrement de leurs contributions.

## 1.2 Vérifications et informations spécifiques

44

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance entre les états financiers et les informations contenues dans le rapport de la Direction et dans les documents adressés aux membres du Conseil d'Administration, du Conseil des Gouverneurs, sur la situation financière et les états financiers du Fonds au 31 décembre 2011.

Dakar, le 30 Mai 2012

SOFIREX  
Commissaire aux Comptes

Mamadou DIEYE  
Directeur - Associé



## II - RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2011

**Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,  
Messieurs les Gouverneurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil des Gouverneurs, et conformément aux normes de la profession, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les conventions réglementées ou interdites ayant produit des effets au cours de l'exercice 2011 ou antérieurement.

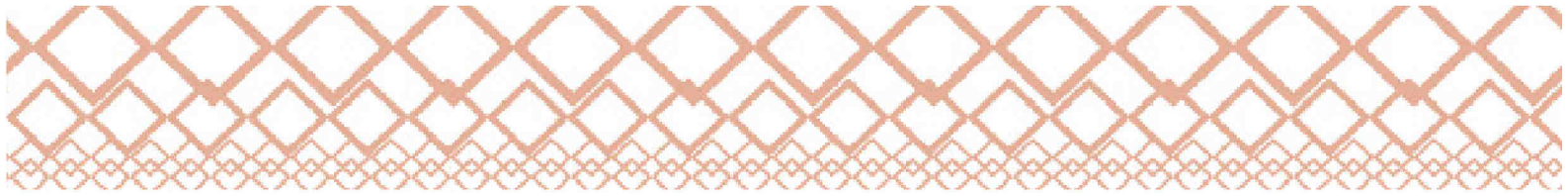
Nous n'avons pas été avisés de conventions de cette nature conclues sur l'exercice 2011.

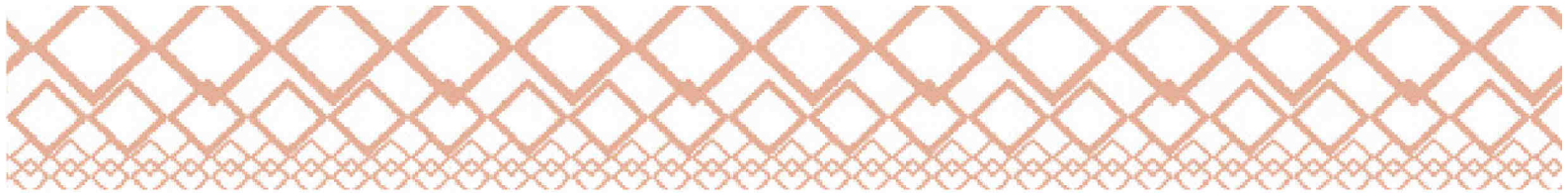
Dakar, le 30 Mai 2012

SOFIREX  
Commissaire aux Comptes

45

Mamadou DIEYE  
Directeur - Associé





CONCEPTION ET IMPRESSION: IMPRIMERIE TUNDE SA.  
Tél. : (229) 21 33 35 18 - Fax : (229) 21 33 08 47  
REPUBLIQUE DU BENIN



